

« Mohamed est mort... tué par une balle ISRAÉLIENNE »

Catherine Leuchter

Spécialiste de communication,

auteur du *Livre noir de l'Autorité*

Palestinienne, Ed. Café Noir.

*Paul Valéry : « le mensonge et la crédulité
s'accouplent et engendrent l'opinion ».*

I l y a un conflit israélo-arabe, et des enfants arabes (libanais, palestiniens) sont morts, tués par des Israéliens. Certains sont devenus des points de focalisation où la propagande anti-israélienne a voulu greffer le mythe du meurtre rituel de l'enfant.

Quand on évoque le conflit israélo-palestinien de ce début du XXI^e siècle, des images surgissent aussitôt : le jeune Palestinien enturbanné d'un keffieh, des chars israéliens, le « massacre de Jénine », et l'icône de l'enfant tué par Tsahal. Mohamed al-Dura incarne tous les enfants palestiniens morts durant ce conflit. Pourquoi Al-Dura, et non les trois frères Baloucha ? Ou les frères Ohayon ? Mais d'ailleurs, qui se souvient des frères Baloucha ou des frères Ohayon ? Personne, car leur mort n'a pas été montée en légende. Dans le premier cas, il s'agit d'enfants palestiniens tués par des Israéliens ; dans le deuxième cas, d'enfants israéliens tués par des Palestiniens.

Le 27 mars 2002, il y a eu 29 morts civils à Natanya dans l'attentat-suicide le soir de Pessah. Le 31 juillet 2006, il y a eu 28 morts civils à Cana, lors d'un bombardement israélien. Lequel a marqué les esprits ? Qui parle du « massacre de Natanya » ? Personne. Qui parle du « massacre de Cana » ? Tout le monde. Les civils accidentellement tués par Israël sont beaucoup plus intéressants que les civils délibérément tués par le Hamas.

Les seuls récits qui aient le droit à la postérité légendaire sont les Palestiniens tués par des Israéliens. Sabra et Chatila, Mohamed al-Dura, le « massacre » de Jénine... Qu'il est étrange que ce soit précisément des mensonges qui soient demeurés dans les mémoires. Il y a pourtant eu de véritables cas de civils palestiniens tués par des Israéliens, mais curieusement, ce ne sont pas ces cas là qui sont retenus. Pourquoi exagérer la réalité ? Pourquoi en rajouter, et même inventer des histoires ? Y aurait-il quelque chose à créer qui n'existe pas ? Faut-il cela pour « prouver » qu'Israël est un monstre froid ?

Fabrication d'un monstre

Comme on ne peut de but en blanc traiter l'Israélien de tueur d'enfants, on va passer par toute une série de processus qui permettront l'émergence, dans l'imaginaire de cet Israélien tueur-d'enfants-de-sang-froid-par-plaisir. Ces termes ne sont pas des élucubrations, ils ont été effectivement prononcés pour qualifier Israël dans son ensemble.

En 2002, Edgar Morin publie dans *Le Monde* un pamphlet où cette « nation de fugitifs » (Israël) s'est transformée en « deux générations » en « «peuple dominateur et sûr de lui» (...), en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier ». « Les Juifs », poursuit-il, « humilient, méprisent, persécutent les Palestiniens ». Ils montrent « une terrible inhumanité ». Et de l'inhumain au monstre, il n'y a qu'un petit pas.

Cette monstruosité s'illustre de nombreuses manières. L'Israélien est violeur de femmes palestiniennes, c'est évidemment ce bon vieil empoisonneur de puits, et, bien sûr, un tueur d'enfants.

Dans son émission « Là-bas si j'y suis » sur la radio publique *France Inter*, Daniel Mermet, dans la semaine du 18 au 21 juin 2002, a notamment lu un poème traduit de l'arabe, écrit par une jeune fille palestinienne vivant dans la bande de Gaza et accusant les Israéliens d'égorger les enfants palestiniens, d'empoisonner leur eau et de polluer leur air.

Pour faire de l'Israélien un criminel de guerre, un saccageur de lieux saints, un empoisonneur de puits, un agent propagateur de drogue, un génocidaire, un Juif tueur d'enfants, il faut convoquer les vieux mythes, réveiller les peurs ancestrales et imprimer des images choc de nature à donner la preuve de l'ignominie d'Israël. Car si tout cela était vrai, conter la réalité devrait suffire amplement. Or la réalité est complexe, Israël perd aussi des enfants, des civils, et les méthodes utilisées par les Palestiniens les rendent pour une large part responsables des victimes civiles palestiniennes. Le recours à la décontextualisation, au mensonge et à la rumeur balaie d'un coup la complexité et dessine le camp des méchants de façon nette.

Quand on fabrique une rumeur, on n'est pas sûr que celle-ci fasse souche. Le faux enterrement de Jénine, en 2002, a été démasqué comme un faux. Normal, les morts ne se relèvent pas de leur civière pour s'enfuir en courant, même en Terre sainte. Mais si la rumeur prend, le mythe créé devient une nouvelle réalité. Il n'y a pas la réalité d'un côté et les mythes de l'autre. Les mythes font partie intégrante de la réalité. Sabra et Chatila, Jénine, Al-Dura etc., autant de récits où les preuves de ce qui s'est passé n'ont jamais pu endiguer la fausse information. La rumeur s'ancre dans la réalité au détriment de la vérité, même si certains connaissent la vérité. Le mythe a cette caractéristique que faisant désormais partie du patrimoine de l'humanité, il fluctuera dans le temps, parfois noyé dans l'oubli, parfois tapi non loin de la surface, parfois émergeant avec fracas¹. Et souvent tout cela à la fois, car le monde n'est pas une surface homogène, et tous les peuples n'en sont pas au même niveau avec leurs vieux démons.

Mensonges et rumeurs, qu'en reste-il ?

En échafaudant des histoires, des mensonges, les Palestiniens, ou encore les Libanais, ne cherchent pas seulement à exagérer les dommages qu'ils subissent. Ces dommages existent, ils sont en soi déjà exploités. Ce qu'ils tentent de faire, c'est d'activer un processus réflexe d'indignation, en s'appuyant sur des mécanismes qui ont d'ores et déjà montré qu'ils fonctionnaient : des civils désarmés pris délibérément pour cibles – l'enfant étant l'image paroxysmique du civil innocent – des ambulances attaquées, des édifices religieux assiégés. Il y a une **triade « civil-personnel humanitaire-lieux de culte »** qui est une corde sensible dans le phénomène d'indignation, car, sans doute, elle touche à des sanctuaires, des personnes et des lieux qui devraient être intouchables (c'est d'ailleurs ces trois catégories dont la protection, en temps de guerre, est détaillée dans le droit international humanitaire).

Si l'on peut donc montrer qu'il existe sur terre un peuple qui prend pour cibles des civils innocents, qui tirent sur les ambulances et le personnel humanitaire venus les secourir et qui, de surcroît, ne respecte même pas les églises et les mosquées, alors on pourra ensuite témoigner devant les Nations que ce peuple ne mérite plus d'exister en tant que peuple. Ce n'est même plus une guerre psychologique, mais une guerre symbolique. C'est très intelligent, car Israël est né d'une légitimité. On frappe là où ça fait mal. Ni la guerre conventionnelle, ni la guerre psychologique n'en est venu à bout. C'est donc à une guerre de délégitimation qu'en sont venus les ennemis d'Israël, et ce travail de sape est fort fructueux. Et fort sélectif.

Le processus réflexe d'indignation fonctionne d'autant mieux que le terreau sur lequel il fructifie est soigneusement entretenu. Il y a un phénomène de

stratification : avec le temps, il est de plus en plus facile de faire adhérer l'opinion aux rumeurs et déformations. Conditionnés, les réflexes sont réactivés d'autant plus vite.

C'est pourquoi avant de rentrer dans le vif du sujet – la résurgence du mythe du Juif tueur d'enfants – il est important de comprendre le processus de déshumanisation qui, partant d'un conflit compliqué, nous fait arriver à l'accusation d'Israël tueur d'enfants palestiniens.

Un jalon précurseur fut posé en 1982, et réactivité depuis à maintes reprises. **Sabra et Chatila** a posé les germes d'une délégitimation durable. Le monde s'est focalisé sur Israël au détriment des vrais coupables. Rien n'y fait, plus de 25 ans après, la majorité des gens pensent encore qu'Israël a perpétré le massacre². « Israël frappant, depuis le temps de Sabra et Chatila et du Liban nord jusqu'à aujourd'hui, et hélas probablement demain, des civils, femmes et enfants » écrit l'intellectuel français Edgar Morin en 2002. Sur ce terrain fécond, en juin 2001 – neuf mois après le déclenchement de la seconde intifada et dix-neuf ans après les faits –, 23 Palestiniens déposent une plainte collective contre Ariel Sharon, Premier ministre israélien, à Bruxelles (en vertu d'une loi belge accordant une compétence universelle aux tribunaux du pays pour juger les crimes contre l'humanité, loi abrogée depuis). Cette plainte, fallacieuse et politique, ravive la rumeur de Sabra et Chatila, et ancre un peu plus l'idée qu'Israël y a commis le massacre, qu'Israël tue et égorge femmes et enfants.

En septembre 2000, c'est la mort de Mohamed al-Dura, qui défraie encore la chronique en 2008. A partir de ce qui est devenu « l'affaire al-Dura », on a eu le droit à une véritable accélération des accusations à l'emporte-pièce à l'encontre d'Israël. La plus notable dans ce flot est sans doute le « massacre de Jénine ».

Le massacre de Jénine est une autre opération de communication réussie. Ce récit est emblématique et c'est une étape majeure dans le processus de souillure d'Israël.

Le 29 mars 2002, Tsahal déclenche l'opération Rempart en entrant dans plusieurs fiefs terroristes en Cisjordanie. L'opération durera un mois. Cette opération est une réponse à la vague d'attentats terroristes en Israël du mois de mars – 40 attaques meurtrières en un mois qui ont fait 120 morts parmi la population israélienne et plusieurs centaines de blessés, dont l'épouvantable attentat-suicide de Netanya où 29 personnes réunies pour célébrer Pessah ont trouvé la mort. La bataille la plus rude a lieu à Jénine. Les combats ont duré 20 jours, car les Palestiniens armés, très nombreux, ont agi par petites équipes depuis l'intérieur des habitations civiles, obligeant l'armée israélienne à des combats rue par rue, maison par maison. Pendant le déroulement des combats, sans la pré-

sence des médias interdits par l'armée, les rumeurs commencèrent à circuler : il y aurait eu un massacre à Jénine, et pour le cacher, Tsahal aurait creusé des fosses communes. Puis de la rumeur de massacre, on passa très rapidement au massacre tout court. Tous les démentis, enquête de l'ONU et preuves formelles de sa non existence n'ont en rien entamé le mythe du « massacre de Jénine ». Partie de dirigeants palestiniens, la rumeur fait état au départ de 5 000 morts à Jénine ; ce chiffre passe ensuite à 500 morts, et les médias se déchainent : « tuerie de centaines de Palestiniens », « massacre délibéré à grande échelle » etc. En fait de « massacres », il y a eu 56 morts côté palestinien, dont des civils, et 23 soldats israéliens tués, au cours de combats violents.

Après avoir parlé de « massacres incroyablement effroyables », de « massacres dépassant l'entendement », Terje Roed-Larsen, émissaire du secrétaire général de l'ONU, se voit contraint de déclarer, lors d'une conférence de presse à Jérusalem : « Je n'ai pas accusé et je n'accuse personne d'avoir commis un massacre. Nous n'avons pas d'informations complètes de Jénine » (*Haaretz*, 20 avril 2002). Le rapport de l'ONU d'août 2002 clôt définitivement le débat, dénonçant les combats qui ont eu lieu dans des zones densément peuplées par des civils, « en grande partie à cause du fait que les groupes armés palestiniens recherchés par IDF [Tsahal] pendant son incursion ont placé leurs combattants et leurs installations parmi les civils », notant que « les Palestiniens armés sont supposés avoir largement piégés les maisons civiles – cherchant à viser les soldats de Tsahal, mais ont aussi mis en danger les civils ».

L'armée israélienne a privilégié le combat de rues plutôt que le bombardement pour limiter les pertes civiles du côté de l'ennemi ; elle a constamment prévenu par haut-parleur afin que les civils désirant partir de la zone de combat puissent le faire sans dommages. Même les combattants étaient invités à se rendre à tout moment pour éviter la confrontation. Une armée dont le médecin mobilisé à Jénine a soigné, durant les combats, des civils malades (une crise d'appendicite) ou blessés, pris au piège au milieu des combats, et même un combattant palestinien blessé ceint du bandeau du Jihad islamique. De l'autre côté, les combattants palestiniens se sont servi de la population civile comme bouclier, ont piégé environ 50 maisons, les bourrant d'explosifs, ont aussi piégé les canalisations d'eau, les voitures, ce qui fit de nombreux blessés parmi les civils palestiniens, et ont été jusqu'à utiliser des enfants pour transporter des explosifs (de leurs propres aveux).

Et qu'est ce qui nous en est raconté ? La propagande. La rumeur de charnier, les allégations de massacres. Edgar Morin, plusieurs mois après Jénine, écrit : « Sharon a prétendu lutter pour la survie d'Israël en opprimant et asphyxiant la population palestinienne, en détruisant des écoles, archives, cadastres, en éven-

trant des maisons, en brisant des canalisations et procédant à Jénine à un carnage dont il interdit de connaître l'ampleur. » C'est très intéressant sur ce que cela dit des cadres de pensée chez les personnes idéologisées. Morin a vraisemblablement entendu parler de canalisations explosées à Jénine. Mais il impute automatiquement cela à Israël, quand même la presse arabe (égyptienne notamment) a révélé que ce sont les Palestiniens eux-mêmes qui ont piégé les canalisations. De la même façon, il ne peut intégrer le fait, établi, qu'il n'y a pas eu de massacres à Jénine. Il a besoin de cela pour l'édification de sa pensée sur le conflit israélo-palestinien, et il préfère déformer la réalité pour l'adapter à son cadre de pensée plutôt que de soumettre sa réflexion à l'épreuve des faits.

L'été 2006 reste marqué par la guerre déclenchée par le Hezbollah contre Israël. C'est une guerre qui a fait des morts de part et d'autres, mais beaucoup plus côté libanais. Pourtant, malgré cette réalité, le Hezbollah éprouvera le besoin de manipuler l'opinion. Cela est remarquablement décrit dans « Anderson Cooper 360 », une émission américaine de 2 heures du journaliste Anderson Cooper, connu pour gratter sous la couche. Il y montre comment le Hezbollah embarque les journalistes dans une sorte de « tour operator » médiatique : « Le Hezbollah veut précisément que les reporters étrangers se focalisent sur les victimes civiles. Cela permet de détourner l'attention d'eux, et de remettre en question le fait que le Hezbollah a toujours des armes alors que les autres milices du Liban ont déjà été désarmées. Ils ne nous autorisent à filmer que certaines rues, certains bâtiments. »³ Cooper conclut que le Hezbollah n'est peut-être pas très subtil dans sa façon d'élaborer des histoires, mais qu'il était tout de même suffisamment organisé pour avoir une stratégie de relations publiques afin de faire passer son message.

Et il faut bien avouer que cette stratégie a parfaitement réussi, puisque sur quelque 1 100 Libanais tués durant la Seconde guerre du Liban, de 600 à 800 étaient des hommes du Hezbollah. Mais ce n'est pas cela qu'a retenu l'opinion internationale, pour qui l'immense majorité des victimes est civile. Cet ancrage est d'autant plus fort que le Hezbollah a exhibé des cadavres, particulièrement d'enfants. Israël n'a pas montré ses morts.

Peu importe la perfidie et le cynisme du Hezbollah, c'est celui qui a le plus de morts civils et qui le montre le mieux qui a gagné. Cette belle campagne d'agit-prop est un exemple saillant d'une longue suite de manipulation. Il faut à chaque fois une énergie prodigieuse pour démonter les mensonges. Même cela n'y suffit pas. La trace laissée est comme une cicatrice, elle ne part plus. C'est particulièrement vrai du monde arabe en général, privé d'informations contradictoires et manipulé – on l'a vu de façon spectaculaire lors de l'affaires des

caricatures de Mahomet-, mais c'est aussi vrai en Occident, d'abord dans les milieux idéologisés, puis, par déteinte, dans une partie de l'opinion.

Pourquoi les enfants ?

Dans la triade « civil-humanitaire-lieux de culte », l'enfant est le « sanctuaire » le plus intouchable, à juste titre. Quoi de plus inique, coupable, que de tuer une enfant ? Les enfants, on n'y touche pas.

Pourtant, le monde accepte que des milliers d'enfants soient massacrés (le Darfour n'en est qu'un accablant exemple), mais s'insurge quand un seul est victime d'un acte particulièrement barbare : quand un enfant meurt victime d'un pédophile, quand le petit Gregory, 4 ans, est noyé les mains attachées, quand Mohamed Al-Dura est la « cible délibérée des soldats israéliens ». Si l'on montrait un enfant du Darfour fuyant son village pillé et brûlé, rattrapé par un milicien janjaweed à cheval et tué sauvagement comme on égorge une oie, si l'on nommait cet enfant, que l'on voyait son visage quand il était vivant, alors sans doute on serait ému et le mécanisme d'indignation jouerait à plein. Mais l'enfant, présentement, est perdu dans la masse de ces centaines de milliers de victimes civiles du Darfour. Il faut donc pour provoquer le mouvement massif d'indignation isoler des enfants tués et faire de leur mort une icône.

Les enfants icônes

Dès le début de l'intifada 2000, l'enfant palestinien a tout de suite été le symbole de cette guerre : « ...Ce sont des engins de guerre qu'utilise l'armée israélienne et ce sont des enfants victimes de la guerre qu'enterrent les foules palestiniennes... » lit-on dans un éditorial (*La Dépêche du Midi*, éditorial du 5 octobre 2000), exemple d'une longue liste de titres du même acabit.

Au festival du reportage journalistique qui se déroule chaque année à Perpignan (Perpignan, 2001), l'affiche montre l'enfant de dos, vulnérable, en train de lancer une pierre à un tank imposant lui faisant face. Un enfant contre un tank, peut-on imaginer plus disproportionné ? Plus injuste ? Plus féroce ? Le mythe inversé de David et Goliath est en marche.

Mohamed al-Dura

Emblème par excellence de cette intifada, la mort du petit Mohamed filmée en direct, diffusée sur toutes les chaînes de télévision du monde, l'image du garçon de 12 ans blotti contre son père, adossés à un mur, est devenue un symbole décliné sous toutes ses formes (timbres, monuments, livres pour enfants, clips vidéos...). La mort étant survenue lors d'un échange de tirs entre Israéliens et Palestiniens (le 30 septembre 2000) et l'enfant étant palestinien, les conclusions

amenées par le journaliste israélien Charles Enderlin ont été que le petit Mohamed a été tué par les Israéliens : « Ici, Jamal et son fils Mohamed sont la cible des tirs venus de la position israélienne. (...) Mohamed est mort... tué par une balle israélienne. » Mais cette mort elle-même n'a curieusement pas été filmée sur les 27 minutes de reportage palestinien, et bien des lacunes demeurent sur cet événement. Charles Enderlin lui-même est moins catégorique dans son livre paru en 2002, « Le rêve brisé », où il écrit plus prudemment : « Selon tous les témoins de la scène, les balles qui vont bientôt blesser l'enfant mortellement proviennent de la position israélienne. »

Cette affaire est en cours procès en France, et tout porte à croire qu'il faudra encore du temps pour en démêler toute la supercherie. Toujours est-il qu'il y a un nombre impressionnant d'éléments qui mettent en doute, très sérieusement, la culpabilité israélienne, voire même la mort de l'enfant : études balistiques, témoignage et rétractation du caméraman palestinien⁴, reportages de journalistes (allemands, français), refus par l'Autorité palestinienne d'autopsier le corps de Mohamad al-Dura, contradiction entre l'arrivée du corps à l'hôpital selon les médecins palestiniens (13 h 00) et les échanges de tirs (15 h 00) qui auraient causé sa mort, absence de sang sur le corps des victimes et sur le sol et le mur autour d'eux, refus de *France 2* de remettre la totalité des rushes (ce qu'elle fera en 2006, forcée par la justice française, mais en tronquant des parties) etc.

Mais qu'importe : dans les médias, en quelques jours depuis le 30 septembre 2000, nous sommes passés d'une image à une conclusion définitive, sans qu'aucun élément nouveau ne soit intervenu. Le « apparemment par des balles israéliennes » est devenu « Mohammad al-Dura, abattu par des soldats israéliens ». Tous les reportages qui contredisent la culpabilité israélienne sont ignorés par les chaînes françaises, et les défenseurs d'une possible supercherie palestinienne sont humiliés et ridiculisés par la presse, bien que leurs affirmations soient étayées. En 2008, huit ans après les faits, on entend encore en référence à Mohamed al-Dura : « un jeune palestinien de 12 ans a été assassiné par balles (RFI, 4 juillet 2008).

Le mythe de l'Israélien tueur de sang-froid d'enfants palestiniens a fait son chemin.

Momo Palestine

Ce livre pour enfants paraît en 2002 en France, en édition bilingue français-arabe, et il incarne, parmi d'autres livres de la sorte pour enfants, tout le discours véhiculé de l'Israélien tueur d'enfants palestiniens. Le titre, « Momo Palestine », évoque largement Mohamed (al-Dura).

L'histoire est simple : des étrangers venus d'un peu partout se « sont installés sur la terre de Palestine » et ont « proclamé en 1948 un Etat colonial appelé Israël ». « Les habitants de la Palestine n'ont jamais accepté de perdre leur terre ». « Momo Palestine image simplement ce refus de subir l'injustice terrible d'être un apatride dans son pays ». Là-dessus commence l'histoire à proprement parler, racontée par l'enfant Momo : un joli village palestinien, détruit par des tanks qui ont tout écrabouillé et des bulldozers qui ont tout aplati, des fuyitifs, des prisonniers derrières les barreaux, des expulsés. « On vit les bras levés », et « on habite aujourd'hui un camp de tentes » (je rappelle que le livre est édité en 2002). Le petit Momo, d'après le récit des anciens, part retrouver son village, des colons lui rient au nez et les militaires qui protègent les colons ne sont pas contents, et tout cela finit par les trois images où l'on voit Momo lancer des pierres à un tank, les soldats riposter avec des balles, la mort de Momo. Il faut noter qu'en France, toute publication destinée à l'enfance et à la jeunesse doit avant sa diffusion être envoyée à une commission spéciale⁵ qui doit veiller, notamment, à ce que les publications ne comportent « aucune insertion (...) de nature à démoraliser l'enfance ou la jeunesse, ou à inspirer ou entretenir des préjugés ethniques ». Alertée, la commission n'a pu que constater que l'éditeur n'avait jamais envoyé le livre, car elle n'a aucun pouvoir coercitif. Ainsi, cet ouvrage est en libre circulation et contamine de jeunes esprits de ses clichés haineux : l'Etat colonial, les chasseurs de population autochtone, les tueurs d'enfants.

Mort de la petite Sarah

Paris-Match, le 12 octobre 2000 – donc moins de deux semaines après l'affaire Al-Dura-, a fait sa une avec une mère palestinienne embrassant une dernière fois sa petite fille morte. C'est une photographie prise comme un tableau, une sorte de Georges de la Tour moderne : la mère, dans un geste doux, se penche sur son enfant mort, sa main posée délicatement sur le haut du crâne de Sarah. Elle l'embrasse tendrement, toutes deux portent un voile blanc sur la tête, le visage de l'enfant est tourné vers nous, on distingue du sang séché qui a coulé d'une commissure de ses lèvres. *Paris-Match* titre, en gros caractères : « Israël-Palestine, la guerre qui tue les enfants ». L'affaire Al-Dura est dans toutes les mémoires. Sur la couverture du célèbre magazine, en plus petit vers le bas de l'image, on peut lire : « Elle s'appelait Sarah, elle avait deux ans... Notre reportage sur la flambée de haine qui a fracassé la paix ». Puis en encore plus petit, dernière légende de la couverture : « Lundi, 15 heures, l'adieu d'une mère palestinienne à sa fille martyre tuée dimanche près de Naplouse. » A l'intérieur, on découvre le reportage sur une double page, puis une autre photo du père qui porte sa fille,

enveloppée dans un drapeau palestinien, la tête visible. On apprend qu'elle aurait été tuée par un « colon israélien ». C'est ce que dit le père, Abdel Atheam Had : « Elle a été abattue la veille, près de Naplouse, en Cisjordanie. Ses parents la ramenaient de l'hôpital. Ils pensent qu'ils ont été pris en cible par un colon juif ».



Mise en lumière :
George de la Tour



Mise en page :
Paris Match

Personne n'a pris la peine de vérifier l'information. Ou plutôt, si. La délégation palestinienne, lors du sommet de Paris qui avait lieu le 4 octobre 2000 (la mort de Sarah ayant eu lieu le 1^{er} octobre), a présenté la photo de la petite Sarah morte à Madeleine Allbright, alors Secrétaire d'Etat américaine. Elle s'en est émue. Comment ne le serait-elle pas ? La photo était accompagnée du commentaire des Palestiniens qui ont présenté cette preuve des « atrocités » commises par Israël contre la population civile. Sauf que vérification faite, l'enfant a été tuée accidentellement par son père, membre des Tanzim, qui manipulait une arme, une Kalachnikov. Ce que les Palestiniens ne démentirent pas.

Ce rétablissement des faits ne sera sans doute pas inutile pour l'Histoire, mais pour le présent, il participe à la déshumanisation d'Israël dont se rend complice un certain journalisme prompt à émouvoir plutôt qu'à informer. L'image a été utilisée, diffusée par *France 3*, placardée sur les murs comme un hymne à la cruauté des Israéliens. Dans une lettre qu'il adresse à un poète qui a pris fait et cause pour la guerre d'indépendance algérienne, Albert Camus lui reproche d'utiliser une formule qui « légère ici, pèse là-bas son poids de sang ». Camus, défenseur lui aussi de l'indépendance algérienne mais farouche opposant au terrorisme, estime qu'il vaut mieux se « taire en ce qui concerne l'Algérie, afin de n'ajouter ni à son malheur, ni aux bêtises qu'on écrit à son propos » dit-il dans cette lettre en 1957. « Tout ce qu'un écrivain doit veiller à faire, tant qu'il ne se bat pas, est de ne pas ajouter, en cédant aux facilités de langage, à ce poids de sang. » Tout est dit.

Beit Hanoun 1 (juin 2006)

Le 9 juin 2006, une explosion sur une plage de Gaza provoque la mort de 7 Palestiniens. Huda Ghalia, 12 ans, a perdu ses parents et des frères et sœurs, et elle est filmée hurlant de désespoir sur la plage. L'image fait le tour du monde. Mahmoud Abbas, le président palestinien, l'adoptera. Hadil, 7 ans, la petite sœur d'Huda, a été blessée au cou par un éclat d'obus. « Je ne savais pas ce qui se passait, dit-elle, mais ma sœur Huda m'a dit que j'avais du sang sur ma nuque. Je lui ai demandé d'où venait le sang, et elle m'a répondu : "des Juifs" ». La commission d'enquête israélienne conclura que l'explosion sur la plage de Gaza n'était pas due aux forces israéliennes, contrairement à ce qui a été dit. Le ministre de la Défense Amir Peretz et le Chef d'Etat-Major Dan Halutz, à la conférence de presse du 13 juin 2006, en explique les différentes raisons :

- Un éclat d'obus retiré du corps d'une des victimes hospitalisées en Israël (hôpital Ichilov de Tel-Aviv) a été examiné au laboratoire du Technion (Haïfa) : il ne s'agit pas d'un obus utilisé par Tsahal.

- Le cratère laissé sur la plage, selon les photographies, ne semble pas avoir été dû à une explosion par le haut (cas d'un obus), mais à une explosion venant de dessous (cas d'une mine).

- Israël a recueilli une masse considérable de données indiquant que durant les dernières semaines, depuis que des commandos israéliens se sont infiltrés dans la bande de Gaza (pour la première fois depuis le retrait israélien en août 2005) afin de neutraliser les cellules responsables des tirs de roquettes, le Hamas a méthodiquement miné la plage nord de la bande de Gaza pour empêcher les Israéliens d'y revenir. Selon le journal *Haaretz*, des Palestiniens ont été témoins que des militants du Hamas se sont précipités sur la plage après l'explosion et ont ramassé les débris dus à l'explosion.

- Enfin, comme l'avait déjà attesté le commandant de Tsahal pour la région Sud, sur les 6 tirs terrestres israéliens le jour de l'incident, 5 ont atteint leurs cibles (des sites de lancement de roquettes Qassam), à 250 mètres de la plage. Le 6^e, dont l'impact n'a pas été trouvé, a de toute façon été tiré à 16 h 51, alors que l'explosion sur la plage a eu lieu, d'après les témoins palestiniens, entre 16 h 57 et 17 h 10.

Ce démenti rigoureux a été effectué malgré l'absence de coopération du gouvernement Hamas qui n'a voulu communiquer ni le lieu exact, ni l'heure de l'explosion, et encore moins procéder ou faire procéder à une autopsie des victimes. Ce n'est pas l'établissement des faits qui les intéresse, mais la légende. D'ailleurs, Amir Peretz n'est pas dupe. Il déclare lors de la conférence de presse que « les faits accumulés prouvent que l'incident n'a pas été causé par un accident Israélien ». Et il ajoute : « Je sais que ceci est difficile à croire ».

Les enfants « masse »

Mais qu'importe la petite Sarah, le petit Khaled : il y a des centaines d'autres enfants palestiniens véritablement morts sous les balles de Tsahal. « Laissez Al-Dura, c'est une icône, et Israël a tué plus de 850 enfants palestiniens » clame l'Israélien Gideon Levy qui n'écrit dans les journaux israéliens pratiquement que sur ce thème.

Il a raison. Mais ces victimes, celles vraiment tuées par des Israéliens, justement, et curieusement, ne font pas l'objet d'une telle médiatisation. Doaa, Mahmoud, Sara et Yehiya, tous entre 10 et 13 ans, comme Mohamed al-Dura, ne sont pas devenus des icônes. Sinon par leur nombre, par la massification. Dans leur cas, c'est le lourd du chiffre qui officie : « 800 enfants palestiniens victimes d'Israël ». Ces enfants réellement tués ne valent que par l'effet de « masse », par la dictature du chiffre.

Entre le 29 septembre 2000 et le 31 août 2007, si l'on se base sur des estimations d'une ONG palestinienne, 5 011 Palestiniens ont été tués, dont 806 enfants. Parmi ces Palestiniens, de nombreuses victimes (environ 70 %) sont des combattants – quelque soit le terme que l'on emploie-, c'est-à-dire des personnes armées qui combattent, viennent tuer, ou des commanditaires d'actes terroristes. Des victimes comptées parmi les enfants, c'est-à-dire de moins de 18 ans, sont parfois aussi des combattants ou des bombes-humaines.

Mais les chiffres sont une arme dans la bataille, et ce qui compte, ce n'est pas que parmi ces morts palestiniens, telle proportion soit due aux Palestiniens eux-mêmes ou à leur méthode ; ce qui compte, c'est que les Palestiniens ont plus de victimes que les Israéliens. Israël ne fait pas le poids, il n'a pas assez de morts, coupable sans doute de protéger ses civils (abris souterrains, construction de protection anti-roquettes – insuffisante malgré tout-, guerre défensive, armée en première ligne et ne se fondant pas dans sa population...).

En poussant le raisonnement du chiffre, on peut même dire que le nombre de tués est un faux problème. Ce n'est pas lui qui est en question. Sinon, c'est le Darfour qui susciterait le plus de résolutions à l'ONU, c'est le Sri Lanka et le Congo qui seraient constamment au cœur de l'actualité, non les Palestiniens. Pour ces enfants là, bien peu d'indignation. Ce qui est insupportable, c'est qu'Israël tue des civils. A en juger par la remarque de Gidéon Lévy, c'est également insupportable pour nombre d'Israéliens. J'y reviendrai en conclusion. Quand le 30 juillet 2006, l'armée israélienne bombarde un immeuble de 3 étages à Cana, au Liban, visant le Hezbollah qui canarde depuis 18 jours les villes israéliennes, l'accent a tout de suite été mis sur les jeunes victimes. Les premiers rapports font état de 60 morts, qui seront ramenés au chiffre réel plus tard, soit 28 morts, dont des enfants. L'accident a eu lieu en fait non pas à Cana, mais à

Khuraybah, à environ 1,5 km de Cana. Mais il est plus commode de parler de Cana, car cela rappelle le précédent bombardement de Tsahal en 1996 qui avait fait une centaine de morts. La mise en image a été savamment orchestré, avec des images de peluche (en parfait état) en premier plan et des gravats d'un immeuble effondré en fond. Sur d'autres clichés ou reportages, les enfants morts sont exhibés. Il faut émouvoir. Les 28 morts civils de Cana sont un drame. Il n'en demeure pas moins que l'utilisation propagandiste qui en est faite, indécente, est tout entière tournée vers l'émotion suscitée par la mort des enfants.

Les enfants oubliés

Dans le spectacle offert, l'indignation est fort sélective. Tout est fait pour oublier les noms des petites victimes qui ne sont pas tuées par les Israéliens, qu'elles soient israéliennes ou palestiniennes. Ceux-là ne cadrent pas avec le tableau. Oubliés également les enfants dont on pourrait dire qu'ils sont tués à la fois par les Israéliens et les Palestiniens, c'est-à-dire des enfants dont la mort est une responsabilité partagée.

Les enfants de la complexité

En août 2007, 3 cousins de 10 et 12 ans se font tués par Tsahal. Mahmoud, Sara et Yehiya jouaient à cache-cache près d'un site de lance-roquettes dans le nord de la bande de Gaza. L'armée et des témoins palestiniens ont déjà constaté que des enfants étaient utilisés pour aller récupérer les lance-roquettes après un tir, et c'est sans doute pourquoi les militaires ce jour-là ont cru que c'était ce que faisaient les trois enfants, d'autant qu'ils touchaient régulièrement les lance-roquettes. Jeu innocent dans ce malheureux environnement, et la mort au bout. L'armée a exprimé ses regrets, comme d'habitude dans ces cas. Et réitère aux Gazaouis de tenir les enfants à distance des armes de guerre utilisées contre Israël. Daoud Dirawi, un avocat palestinien pour une ONG, rend certes responsables Israël, mais aussi les combattants palestiniens et leurs tactiques. Entre août 2005, date à laquelle Israël se retire totalement de la bande de Gaza, et novembre 2006, plus de 1 100 roquettes touchent Israël, principalement la ville de Sdérot et ses alentours. Ce chiffre correspond au nombre d'impacts identifiés et non de roquettes tirées, évaluées à 20 à 30 % de plus. Le mercredi 8 novembre au matin, 7 roquettes Qassam explosent à Ashkelon, l'une d'elles près d'une école et deux autres près d'une zone industrielle. L'armée israélienne riposte en tirant plusieurs obus en direction des zones de tirs des roquettes Qassam. Au moins 19 Palestiniens, en majorité des femmes et des enfants, sont tués par ces bombardements israéliens et plusieurs dizaines sont blessés. Israël offre à l'Auto-

rité palestinienne de l'aide humanitaire d'urgence et des soins médicaux immédiats pour les blessés. La commission d'enquête israélienne a mis en évidence une défaillance technique, plus exactement le dysfonctionnement de la carte électronique du système de guidage de l'artillerie.

Doaa, 13 ans, a été tuée en décembre 2006 par un soldat israélien, près de la barrière électronique qui longe la ville palestinienne de Tulkarem. Pour cette bavure, le militaire a été suspendu et son supérieur démis de ses fonctions. Tsahal a ouvert une enquête. L'affaire a fait grand bruit en Israël, car les Israéliens ne supportent pas ces morts innocents.

Oui, ces histoires sont nombreuses, et c'est un fait curieux que ni Doaa, ni les 3 cousins, ni les 19 civils de Beit Hanoun – ou au moins un enfant parmi ces 19 civils – ne soient des icônes comme le sont Mohamed al-Dura ou la petite Sarah. Dans ces cas, le vrai est plus complexe, plus ambigu, les responsabilités partagées. Le faux permet quant à lui la fabrication sur mesure de la caricature dont on affuble les protagonistes, les victimes idéales et les tueurs de sang froid.

Excuses et commissions d'enquête israéliennes ne ramèneront pas les morts, mais elles disent quelque chose : que quand Israël tue des innocents, il considère cela comme un échec. Au contraire, pour les organisations terroristes, cela constitue une politique, tant les civils israéliens que les civils palestiniens du reste, ces derniers étant la chair à canon de la guerre de l'émotion. Les civils palestiniens sont grandement victimes d'une tactique délibérée de combats en milieu urbain et de boucliers humains.

Les enfants palestiniens victimes des leurs

13 % des Palestiniens tués depuis le début de l'intifada l'ont été par d'autres Palestiniens. Ce chiffre demeure cependant incertain, car le nombre de civils tués est très difficile à estimer. Selon les sources, sont pris en compte ou non les « accidents du travail » (bombe explosant prématurément, roquettes retombant en territoire palestinien), estimé à au moins 200, les bombes-humaines effectivement décédées (estimées à 174), les Palestiniens tués entre eux au cours de heurts ou d'acte de vengeance (près d'un millier), voire les Palestiniens mort de maladie (comme Fayçal Husseini, qui était ministre palestinien des Affaires de Jérusalem, mort d'un infarctus en 2001, et comptabilisé dans les morts de l'intifada par l'AFP).

Samedi 27 mars 2004, **le petit Khaled** est tué. Il avait 6 ans. Voici deux reportages de cet événement. Sur *France 3* (12/14) : « L'armée israélienne entre dans le camp de réfugiés de Balata à Naplouse ce matin ; officiellement, il s'agit d'une opération de ratissage pour capturer des suspects. Dans la rue, de jeunes Palestiniens commencent à jeter des pierres en direction de l'armée israé-

lienne, qui riposte à balles réelles. Une Palestinienne sort de sa maison en hurlant, elle tient un enfant dans ses bras. Son fils vient d'être atteint d'une balle mortelle dans la nuque. Le petit Khaled avait 6 ans. » Toute la dramaturgie est en place : camp de réfugiés, ratissage, les cris déchirants de la mère portant son enfant mort. Et la conclusion, non dite, est évidente : les soldats israéliens ont tué Khaled. Or le journal télévisé de 20 h 00 de *TF1* rapporte autre chose : « (...) Mais au coin d'une ruelle, un Palestinien armé d'une Kalachnikov attend une occasion. Au jugé, il tire. Une seule balle, qui ricoche sur le blindage de cette jeep et traverse la fenêtre d'une maison à 10 mètres de là. Khaled Walwil, 6ans, s'effondre, tué sur le coup. » Interview du colonel Guy Hatzout : « La Kalachnikov du terroriste nous a ratés, parce qu'il n'a pas eu le temps d'ajuster son tir. Le résultat, c'est qu'il a tué un enfant innocent. » Pour une fois, tous les témoignages concordent avec le récit de l'officier israélien, y compris ceux des journalistes palestiniens présents sur les lieux. Cette conclusion est de *TF1*, qui ne laisse aucun doute au spectateur. Khaled, 6 ans, mort à cause d'un tir palestinien, n'est plus l'objet d'aucune publicité à l'étranger. Il n'est pas intéressant. Il n'est pas tué par Israël.

En décembre 2006, trois enfants d'un responsable palestinien sont tués de sang froid à Gaza. Des tueurs masqués les ont abattus en plein centre de la ville. **Les trois frères**, Ossama, 8 ans, Ahmed, 7 ans et Salam, 6 ans, sont les fils de Baha Baloucha, un colonel du service des renseignements fidèle au Fatah, le mouvement du président palestinien Mahmoud Abbas. Ils se rendaient à l'école. La présence de nombreux élèves aux abords de l'école n'a pas empêché les hommes masqués de décharger leur arme automatique – 70 impacts de balles retrouvés sur la voiture qui les transportait. Qui a entendu parler des frères Baloucha ? Ils sont inconnus du grand public et des médias.

A Deir Jusun, un village près de Tulkarem, un enfant palestinien de 9 ans est mort en mai 2004. Une bombe enfouie a explosé. En octobre 2007, l'explosion d'une maison due à un « accident du travail » – une bombe cachée dans la maison – a tué 2 adolescentes et une fillette de 2 ans. On ignore jusqu'au nom de ces victimes, puisqu'elles ne sont pas tuées par des Israéliens. Quant à cet adolescent de 16 ans, Hassan Zaanun, tué par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa dans le nord de la bande de Gaza parce que sa famille tentait d'empêcher les terroristes de lancer des roquettes Qassam depuis leur jardin, il est tout simplement sans importance.

Les enfants soldats

En 2004, Tsahal arrête à un check-point Hussan Bilal Abdou, 14 ans, ceinturé de 8 kilos d'explosifs. Il est tout tremblant quand les soldats l'arrêtent, visible-

ment prenant conscience de la gravité de son geste qui allait l'envoyer à la mort. En août 2007, c'est un Palestinien de 15 ans qui est bardé d'explosifs et qui est aussi arrêté.

Dans ses rapports sur les enfants-soldats, l'ONU ne cite jamais les Palestiniens. Pourquoi l'ONU ne dit-elle rien quand les Palestiniens montrent leurs enfants en arme, les « dressent » dans des camps d'entraînements (les images abondent), et recrutent des mineurs pour commettre des attentats-suicides, alors que depuis 1998, les rapports de l'ONU sur les enfants et les conflits armés parlent explicitement des « enfants de moins de 15 ans [qui] ne doivent pas être conscrits ou enrôlés dans des forces ou groupes armés, ni utilisés par de telles entités pour participer activement à des hostilités dans le cadre de conflits armés internationaux ou internes » ? Durant l'été 2000 (donc avant l'intifada), 27 000 jeunes de 7 à 18 ans ont été formés dans des « camps d'été » à la manipulation d'armes. Les images existent, le *New York Times*, entre autres, en a fait un reportage. En France, on ignore le dressage de ces enfants. Cela ne cadre toujours pas avec le schéma préétabli.

Dans son édition du 30 janvier 2004, le journal pour enfants « **Le Petit Quotidien** » (6-9 ans), que l'on trouve notamment beaucoup dans les écoles publiques et les bibliothèques, publie une fiche dans la rubrique « Découverte – Histoire » sur les enfants-soldats. Titre : « 300 000 enfants font la guerre en ce moment dans 18 pays du monde ». Parmi ces 18 pays, Israël. Qui donc, selon *Le Petit Quotidien*, rentre dans la catégorie des pays qui, comme le Soudan ou de l'Angola, a des enfants qui « peuvent aider les soldats à nettoyer, faire la cuisine », voire qui « sont armés et combattent. » On croit rêver.

Les enfants boucliers

Abdelhamid Marwan, vice-ministre du logement, membre du Conseil de l'OLP et du Fatah, a fait cette déclaration stupéfiante en janvier 2001, quelques mois après le début de l'intifada : « Au Conseil, nous avons pris la décision avant-hier d'arrêter d'envoyer nos enfants se faire massacrer. Ce n'est pas efficace de montrer des martyrs » (mais si...). De fait, à la mi-janvier 2001, les enfants disparaîtront pratiquement de la scène médiatique pour laisser la place à leurs aînés. Mais ils ne disparaissent jamais complètement. A Jénine, durant l'opération Rempart (mars/avril 2002), le recours aux enfants nous est confirmé de source palestinienne : « Certains jeunes remplissaient résolument leurs cartables d'engins explosifs » dit le cheik Jamal Abu Al-Hija (www.Palestine-info.info, 20 avril 2002). Abu Jandal, commandant du Jihad islamique au camp de Jénine : « Croyez-moi quand je vous dis qu'il y a des enfants postés dans des maisons à côté de ceintures d'explosifs... Aujourd'hui, un enfant est venu me trouver avec

son cartable ; je lui ai demandé ce qu'il voulait. Il m'a dit : 'Au lieu de livres, je veux un engin explosif, pour attaquer...' » (Interview à la télévision qatarote *Al-Jazeera*). L'ONU n'a pas jamais été bouleversée par ces cas répétés et documentés de l'utilisation d'enfants palestiniens. Pas le temps, trop de résolutions contre Israël à rédiger.

Les enfants otages de la haine

Le 19 juin 2002, 55 Palestiniens publient dans le quotidien palestinien *Al-Qods* un appel contre les attentats-suicides, exhortant les commanditaires des opérations militaires qui visent des civils en Israël à réexaminer leur politique et à cesser « de pousser nos jeunes à commettre ces opérations ». Il y a beaucoup de littérature sur l'endoctrinement des enfants palestiniens, dès le plus jeune âge, pour devenir des « shahid », c'est-à-dire des martyrs, des bombes-humaines. La propagande utilise tous les médias : télévision, école, mosquée, camp d'été. La charte du Hamas (1988), qui recourt à la nazification des Israéliens, ces « sionistes nazis » (Art. 31), évoque dans son article 20, le « traitement nazi » des « Juifs » qui « ne font aucune exception pour les femmes et les enfants. Leur politique de la terreur s'applique à tous. »

Un dessin animé passé sur la télévision palestinienne en mai 2007 met en scène l'abeille **Nahool**. C'est une abeille quelque peu jihadiste qui, de sa voix stridente, entend poursuivre « le chemin de l'islam, le chemin de l'héroïsme, le chemin du martyr, le chemin des guerriers du Jihad ». Un mois auparavant, en juin 2007, c'était **Farfour**, un clone de Mickey mouse, qui promettait à son grand-père mourant de défendre et de « libérer cette terre de la souillure des Juifs criminels et usurpateurs ». Farfour se fait arrêter et interroger par un Israélien. A la suite de son interrogatoire, il est envoyé en prison où il meurt. A la fin de l'épisode, l'animatrice conclut : « Oui, mes chers enfants, nous avons perdu notre plus cher ami, Farfour. Farfour est mort en martyr en défendant sa terre, la terre de ses pères et de ses ancêtres. Il est devenu un martyr entre les mains des criminels, des assassins, des assassins d'enfants. »

Là, on touche un problème essentiel, central, une bombe à retardement. Des enfants endoctrinés la tétine à la bouche, une future armée de bombes humaines chargées de haine et d'explosifs. Que font les ONG indignée dès qu'Israël fait un faux pas ? Et bien, elle en accuse Israël ! Il est naturel d'endoctriner la haine quand on a en face de soi le monstre-froid-colonisateur-tueur-d'enfants.

Les enfants israéliens

Israël n'a perdu « que » 1 146 Israéliens tués par des Palestiniens⁶, dont 669 civils adultes et 116 enfants. C'est-à-dire que 70 % des victimes israéliennes sont des

civils, sans aucun doute. Côté palestinien, la proportion est inverse : on estime à 30 % le nombre de victimes civiles.

Israël est discrédité et ses morts ne comptent plus, ils sont légitimes.

D'une part les morts israéliens sont invisibles, ou rendus tels : ce sont des masses inertes dans des sacs plastiques noirs étendus sur le sol, des taches de sang dans un bus, des portraits d'enfants plein de vie, car le judaïsme ne montre pas ses morts, et de l'enfant israélien assassiné, on ne verra que sa photo. Pas vu, pas pris. Matan, 5 ans, et Noam, 4 ans, ne sont que des photos de gamins riants. Non des enfants assassinés froidement par un homme qui est venu dans le kibboutz Metzger et a visé les deux gamins et leur mère, Revital Ohayon, qui leur lisait l'histoire le soir dans leur lit. Ils avaient encore leur tétine à la bouche.

Quand, début 2001, un car scolaire israélien – transportant donc des enfants, parfois les pléonasmes sont nécessaires – a été attaqué par des Palestiniens, entraînant la mort de 2 adultes et blessant 5 enfants, dont certains grièvement, le journal télévisé de *France 2* a parlé « d'attentat anti-israélien ». Pas d'enfants. Quand deux adolescents de Teqoa sont sauvagement assassinés et dépecés dans une grotte, ce ne sont que des « colons », des fils de « colons ». Quand la petite Shalhevet Pass (10 mois) meure, visée à l'aide d'un fusil à lunette dans sa poussette, ou que la petite Danielle (5 ans) est canardée alors qu'elle se réfugiait dans un lit, par des terroristes qui les ont visés tout à fait sciemment, ce sont encore des colons qui meurent (*TF1* : « mort de 4 colons dont une fillette tués par des activistes palestiniens »).

Personne ne se souvient de Yehuda Shaham, 5 mois, tué en juin 2001 ; ni d'Avia Malka, 9 mois, tué en mars 2002 sur la promenade le long de la mer à Netanya, quand un Palestinien a jeté des grenades au hasard sur des piétons et des voitures, en plein centre de la ville israélienne ; ni de Sinaï Keinan, ce bébé de 18 mois, tué en mai 2002, avec sa grand-mère Ruth, 56 ans, simplement parce qu'à ce moment et à cet endroit il y a beaucoup de monde et donc une bonne cible pour l'attentat-suicide. Qui se souvient des bouilles adorables de Dorit Aniso et Yuval Abebeh, âgés respectivement de 2 et 4 ans, tués par une roquette Qassam à Sdérot ?

Et plus cynique encore : quand Daniel Mermet sur *France Inter* donne la parole à un Israélien dont les deux enfants ont été massacrés, il s'empresse de préciser que l'origine palestinienne des assassins n'est encore qu'une supposition (« Là-bas si j'y suis », semaine du 18 juin 2002).

Pourtant, tous ces enfants, les organisations terroristes palestiniennes en revendiquent l'assassinat, fièrement, se disputant parfois la paternité d'un attentat. Pourtant, les terroristes viennent les chercher, ces enfants, ils viennent les cher-

cher pour les tuer. Ce n'est ni un hasard, ni un accident. C'est un homicide revendiqué.

Conclusion

Si de telles réactions irrationnelles ont cours et ont prises, à grande échelle, il faut alors chercher du côté de l'irrationnel, de la fantasmagorie, de l'inconscient.

La rumeur a à voir avec le fantasme collectif. Qu'il s'agisse de la traite des Blanches, de la peur de l'étranger ou de massacre de Palestiniens par des Juifs, le mythe, au-delà de l'objet politique fait pour délégitimer l'autre, entre en résonance avec des aspects profonds de l'inconscient collectif. Ceci est vrai pour les mythes positifs, comme l'héroïsation d'une histoire d'un peuple ou d'un événement, ou des mythes négatifs comme la rumeur d'Orléans ou le mythe du crime rituel. Le mythe de l'Israélien tueur de civils innocents répond lui aussi à quelque chose.

« J'imagine que Dieu vous châtiara [les Israéliens], à la mesure des espoirs qu'il portait dans son "peuple élu" devenu peuple de bouchers sanguinaires » peut-on lire après la Seconde guerre du Liban (été 2006). Comme le dit l'écrivain David Grossman, l'Israélien moderne a senti, depuis l'intifada en 2000, que « le tragique de la destinée juive lui revenait en pleine figure ». Pris dans quelque chose qu'il croyait disparu, l'Israélien, écrit Grossman en 2003, prend conscience de la « possibilité qu'Israël puisse ne plus exister est devenue concrète. »

Israël suscite des réactions irrationnelles. Le peuple juif provoque des réactions irrationnelles.

Israël et le peuple juif ont fusionné officiellement en 1948, donnant corps à cette fantasmagorie : pour certains, un espoir fou, une attente messianique, une promesse divine. Pour d'autres, l'annonce de l'apocalypse à venir, ou à moindre frais pour la civilisation humaine, l'incarnation du mal.

C'est que dans l'inconscient, la Bible a laissé des traces profondes, y compris chez le plus athée. Sion, Jérusalem, Israël, Juif sont des termes extrêmement connotés. La force de la Bible juive imprègne toutes les religions monothéistes, toutes les civilisations occidentales, et se retrouve aujourd'hui dans les lois les plus laïques et les éthiques les plus profanes. Cette force de la Bible juive donne de magnifiques expériences humaines, individuelles et collectives. Mais c'est précisément cette force qui ne peut être appréhendée dans toute sa vigueur par certains et qui vient alors nourrir la face sombre, le mauvais penchant : en voulant rationaliser l'irrationnel, on crée un monstre.

Tous les conflits entraînent des morts d'enfants, c'est souvent pire ailleurs,

mais il y a comme une antinomie entre le mot « Juif » et le mot « tuer ». Les Juifs ont certes passé des siècles à négocier leur existence. On n'a pas l'habitude de les voir en uniforme militaire. Mais au-delà, les Juifs sont porteurs d'éthique, c'est même leur part d'héritage apporté au monde. Avant même les 10 paroles, l'injonction faite à Abraham est d'observer l'équité et la justice. Dans l'épisode de Sodome et Gomorrhe, l'Éternel dit à Abraham : « ce que je t'enseigne, à toi et à ta descendance, c'est d'observer l'équité et la justice ».

Dans Genèse 18/23, Abraham est celui qui précisément intervient auprès de Dieu pour sauver une ville, très décadente, mais où résident peut-être 50 Justes. Dieu concède. Abraham continue de négocier avec Dieu, de marchander presque : Et s'il y a 45 Justes, détruiras-tu la ville ? Dieu cède. Et 40 Justes ? 30 ? 20 ? 10. Cette négociation sur la vie entre Abraham et Dieu commence par cette question incroyable d'Abraham : « Anéantirais-tu, d'un même coup l'innocent avec le coupable ? ». Ce que l'on entend ici, c'est le principe de distinction établi quelques millénaires plus tard en droit international humanitaire. Et c'est avec cet argument qu'on critique Israël. L'injonction éthique que porte en lui le peuple juif, lourde à porter, peut agacer. Et elle agace d'autant plus qu'Israël est aujourd'hui un Etat-nation, qu'il prend les armes pour se défendre, qu'il tue, et que l'équilibre qu'il tente de préserver entre la défense de ses citoyens et la protection des civils de l'ennemi est un tâche difficile. La dialectique quotidienne d'Israël comprend des contradictions inséparables : le devoir d'éthique et de se défendre ; le devoir de protéger toute vie et celui de tuer pour ne pas mourir.

Le judaïsme est une révolution depuis le début car il a donné à l'homme un sens éthique. Ce sens est sans cesse interrogé pour ne pas devenir idéologie. Les vrais ennemis d'Israël sont ceux qui cherchent à le décrédibiliser en frappant injustement au fondement même de son existence : sa valeur morale.

notes

1. Voir mon étude sur Edgar Morin, la rumeur d'Orléans qu'il a analysée, et la propagation des rumeurs en général : « Edgar Morin : le penseur de la "complexité" en flagrant délit de simplisme », Controverses n° 4, février 2007
2. Dans son édition de décembre 2007-janvier 2008, *L'Arche* démonte remarquablement les mensonges du *Monde diplomatique* qui, pour une énième fois, est revenu sur Sabra et Chatila, inversant littéralement les propos du journaliste Amir Oren de *Haaretz*, lui faisant dire le contraire de ce qu'il a effec-

tivement dit, ce qui permet une fois de plus au *Monde diplomatique*, très idéologisé, de faire croire que les Israéliens sont rentrés dans le camp de Sabra et Chatila.

3. Lucide, Cooper questionne aussi le fait que même s'il est vrai qu'il y a des victimes civiles, et « aussi terribles que ces dommages puissent être, ils auraient pu être bien pires en terme de dommages civils. Avant qu'ils ne bombardent cette zone, les avions israéliens, dit-il, ont laissé tomber des feuillets [en arabe] pour demander aux gens de partir. » Et il rappelle que les Israéliens soutiennent que le Hezbollah, qui désignent les bâtiments endommagés comme étant des résidences civiles, ont leur bureaux, leur leadership et leurs bunkers dans cette zone, y compris dans ces bâtiments civils.

4. Le caméraman de *France 2* qui a filmé la scène, Talal Abu Rahme, lui-même palestinien, a affirmé dans un premier temps que les soldats israéliens ont abattu le garçon de 12 ans et blessé son père intentionnellement et de sang-froid. Dans un deuxième temps, il déclare qu'il n'a jamais affirmé que c'étaient les Israéliens qui ont tué Mohamad al-Dura. En fait, c'est seulement le commentaire du correspondant de *France 2*, Charles Enderlin (qui n'a pas assisté à la scène) qui laisse entendre que ce sont les tirs israéliens qui ont tué le garçon.

5. « Commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence », qui comprend des membres de certains ministères, des députés, des sénateurs, des enseignants, des éditeurs, des représentants d'organisations de jeunesse, de syndicats enseignants, de syndicats de parents d'élèves etc.

6. Chiffre valable en novembre 2007